

Vers un environnement favorisant le développement du secteur privé

Une Facilité financée par l'Union Européenne par le biais du Fonds Européen de Développement (FED)

## Table des Matières

- 1 DOSSIER**  
Atténuer le risque d'investissement en Afrique
- 2 EN BREF**  
BizClim dans la région du Pacifique
- 2 NOUVELLES REQUETES DE BIZCLIM**



Bulletin d'information de la Facilité Climat des Affaires ACP

Mai 2011 / N°4



## Atténuer le risque d'investissement en Afrique

*BizClim est prêt à entreprendre une étude de faisabilité sur la création d'une Agence de Garantie des Investissements et de réassurance pour la région de la CEDEAO. Cela devrait conforter les investisseurs.*

**B**ien que perçue précédemment comme une région à haut risque et ayant un coût élevé pour faire des affaires, l'Afrique subsaharienne est devenue une destination plus attrayante et accueillante pour les investisseurs à un moment où le continent présente le meilleur climat pour l'investissement depuis plus de dix ans.

Au cours des deux dernières décennies, l'investissement direct étranger (IDE) est devenu une source essentielle de développement économique pour le continent africain. Avec une augmentation d'environ 9 milliards US\$ en 2000 à 18 milliards US\$ en 2004 et 88 milliards US\$ en 2008, l'IDE est devenu une source importante de financement pour le développement de l'Afrique (CNUCED 2010). Les analystes prévoient une forte croissance de l'IDE en Afrique à partir de 2012 qui pourrait atteindre 150 milliards US\$ en 2015.

Néanmoins, les nations africaines ont encore beaucoup à faire pour commencer à reproduire le succès économique observé récemment dans les principaux

pays émergents. À cet égard, les flux d'IDE jouent un rôle important dans l'amélioration de la compétitivité des économies africaines, notamment par le renforcement des compétences en gestion et des capacités technologiques dans les pays d'accueil. Les investisseurs étrangers directs peuvent jouer un rôle crucial dans la réduction de la pauvreté grâce, par exemple, à la construction de routes, à la fourniture d'eau potable et de l'électricité mais surtout, à la création d'emplois.

Selon le Rapport sur la Compétitivité Africaine de 2011, sans le transfert de capacités technologiques et l'innovation locale, l'écart de productivité entre les pays africains et les pays plus avancés ne pourra être réduit et pourrait même s'aggraver. Les préoccupations concernant les conditions d'investissement et les perceptions du risque politique inhibent souvent les IDE avec pour conséquence d'orienter la majorité des flux vers une poignée de pays alors que les économies les plus pauvres au monde sont largement ignorées. Il n'est donc pas étonnant que les dirigeants africains aient reconnu le rôle central que

La Facilité Climat des Affaires ACP, en abrégé BizClim, fournit une assistance technique pour améliorer la réglementation et la législation, le cadre institutionnel et les mesures financières favorisant le développement du secteur privé des pays ou régions ACP. Pour ce faire, la Facilité se concentre notamment sur l'appui aux gouvernements ACP, aux institutions régionales et aux organisations du secteur privé.

**Editeur responsable**  
M'Hamed Cherif  
Rue Belliard, 205  
1040 Bruxelles - Belgique  
Tél: +32 2 669 98 25  
Fax: +32 2 669 97 86  
info@acpbusinessclimate.org  
www.acpbusinessclimate.org

► L'IDE peut jouer dans la création de richesse et qu'il leur soit fortement conseillé de limiter les risques pris par les investisseurs.

### Une demande croissante pour une Agence de Garantie des Investissements et réassurances

Les données obtenues par les agences de notation du risque (par exemple Institutional Investor, Euromoney, Economic Intelligence Unit, l'International Country Risk Guide) présentent l'Afrique comme un environnement à risque en comparaison à d'autres régions.

L'Afrique est considérée comme risquée à cause de plusieurs facteurs, notamment la vulnérabilité aux chocs extérieurs, des systèmes financiers relativement faibles, l'héritage de la mauvaise réputation des régimes politiques précédents et la faiblesse des institutions. À long terme, l'investissement privé durable constitue la meilleure chance de l'Afrique pour atteindre prospérité et stabilité. Celui-ci pourrait être acquis notamment grâce à une agence de garantie qui pourrait atténuer les risques politiques auxquels sont confrontés les investisseurs.

Normalement, une agence de garantie a pour rôle de répondre à de telles préoccupations en fournissant une assurance contre les risques politiques liés aux investissements étrangers en Afrique ainsi que des services de règlement des différends pour les investissements garantis afin d'éviter les perturbations sur des projets bénéfiques du point de vue du développement. MIGA – Agence multilatérale de garantie des investissements - aide aussi les pays à définir et mettre en œuvre des stratégies visant à promouvoir l'investissement grâce à des services d'assistance technique gérés par la Banque mondiale. Outre la MIGA, les pays développés offrent également des garanties d'investissement et les pays

arabes ont leur propre agence de garantie des investissements. Récemment, des appels ont été lancés pour mettre en place une agence africaine. Le dernier en date provient de l'UNECA (Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique), qui a appelé à la création d'une Agence Africaine de Garantie des Investissements (AIGA) afin de soutenir et de renforcer le financement des projets en infrastructure. L'objectif principal d'AIGA serait « de fournir des garanties d'investissement non-commerciales aux investisseurs africains et non africains, privés ou publics, désireux d'investir en Afrique mais réticents à faire face aux risques non-commerciaux».

### Une Agence de Garantie des Investissements dans la région de la CEDEAO

La région de la CEDEAO et BizClim vont travailler ensemble pour déterminer la faisabilité de la mise en place d'un mécanisme de garantie des risques politiques grevant les IDE et, en même temps offrir un créneau pour la réassurance de l'industrie des assurances de la CEDEAO. Ce projet vise également à conserver les devises étrangères dans la région grâce à la mise en place d'un guichet pour la réassurance de l'industrie des assurances, qui jusqu'à maintenant plaçait la plupart des risques réassurés auprès des institutions en dehors de la région. Plus précisément, il étudiera la faisabilité d'étendre l'assurance des risques politiques aux investisseurs directs étrangers de la CEDEAO et d'apporter des services de réassurance aux compagnies d'assurance dans la région. Dans la pratique, une évaluation des besoins et une collecte d'opinions auront lieu, suivies par l'organisation d'un atelier de validation où une cinquantaine d'acteurs importants de la région discuteront de la création d'une Agence de Garantie des Investissements et de Réassurance pour la CEDEAO. ■



### BizClim dans la région du Pacifique

L'Ambassade de la République de Vanuatu - un archipel de 83 îles situées dans le Pacifique Sud - a exprimé son intérêt à collaborer avec BizClim avec l'objectif d'identifier les besoins et les opportunités pour le développement du secteur privé à Vanuatu et dans la région du Pacifique dans son ensemble. À la suite d'une première rencontre avec l'ambassade, une mission dans cette région est en cours de préparation afin d'identifier les problèmes sur l'environnement des affaires dans la région et de définir l'appui que le programme pourrait apporter. Dans ce contexte, une réunion de deux jours avec des représentants de haut niveau de Vanuatu et de certaines parties prenantes de la région se tiendra à Port Vila, Vanuatu, avec l'objectif de réfléchir sur les possibles mesures pour améliorer le climat des affaires. L'équipe de BizClim saisira cette occasion pour partager son expérience dans l'appui apporté à d'autres pays et régions ACP ainsi que pour diffuser l'information sur les conclusions et les meilleures pratiques dans le domaine du climat des affaires.

## NOUVELLES REQUÊTES

République de Vanuatu	Identification des problèmes liés à l'environnement des affaires afin de définir l'appui que BizClim pourrait apporter à la région	Pacifique
Agence de Planification et de Coordination du NEPAD	Séries d'ateliers sur les investissements dans le secteur de la bioénergie en Afrique	Pays ACP
Union Africaine	Organisation d'un Forum des Affaires Africain sur le Commerce Intra-Régional	Afrique